

AGIR POUR LE CLIMAT

AGIR POUR LA PAIX

- **FAMINE NUCLÉAIRE**
Deux milliards de personnes en danger ?
- **LES ARMÉES PARTICIPENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**
Armées polluées de la terre, des mers et du ciel
- **FEMMES ET CLIMAT**
Vulnérabilité face au dérèglement climatique



Le message du Secrétaire général des Nations Unies dans sa déclaration 100 jours avant la Journée internationale de la Paix est clair : « L'urgence climatique mondiale menace la sécurité et la stabilité ». En quoi « l'action climatique et l'action pour la paix », thème du 21 septembre, sont-elles liées ?

Plusieurs domaines de la Culture de la paix sont impliqués dans le dérèglement climatique. Le 2^{ème} domaine concerne la sécurité alimentaire durable : cette sécurité dépend de la qualité des terres comme l'indique le rapport spécial du GIEC publié le 8 août 2019, qualité qui devrait constituer une solution face au changement climatique. Ce dossier traite des conséquences sur l'insécurité alimentaire dans le monde en cas de conflit nucléaire local. Le 4^{ème} domaine concerne l'égalité femme/homme : le changement climatique rendra encore plus vulnérables les femmes qui travaillent davantage dans des domaines plus dépendants du climat. La militarisation pollue notre planète et vole les moyens nécessaires à la lutte contre le réchauffement climatique.

« L'action climatique n'attend pas. Elle est l'affaire de chacun et chacune. »
Encore faut-il bien identifier les vraies causes et agir résolument pour la paix.

FAMINE NUCLÉAIRE

Deux milliards de personnes en danger ?

Ira Helfand, médecin, travaille depuis les années 80 sur les conséquences médicales d'une guerre nucléaire et depuis cinq ans sur les perturbations climatiques qu'elle causerait. Il traite ici des répercussions mondiales d'une guerre nucléaire régionale sur l'agriculture, les approvisionnements en nourriture et l'alimentation.

Ces dernières années, un certain nombre d'études ont montré qu'un conflit nucléaire limité à l'Inde et au Pakistan pourrait être à l'origine de perturbations climatiques à l'échelle mondiale.

Perturbations d'un conflit nucléaire sur la production agricole

Deux études publiées en 2012 ont examiné l'impact qui résulterait de telles perturbations sur la production agricole. Aux États-Unis, la production de maïs déclinerait en moyenne de 10% pendant dix ans, avec un déclin maximal d'environ 20% de

Conséquences de l'augmentation des prix des aliments

La pénurie de nourriture serait par ailleurs exacerbée par l'augmentation des prix des aliments qui rendrait l'alimentation inaccessible à des centaines de millions de personnes issues des populations mondiales les plus pauvres. En effet, même dans l'hypothèse d'un maintien des marchés agricoles, 215 millions de personnes supplémentaires souffriraient de malnutrition au cours de la décennie suivant le conflit.

Les marchés ne se maintiendraient cependant pas. Des déficits agricoles durables et de grande



la production cinq ans après le conflit. La production de soja serait elle aussi durablement affectée, affichant également une réduction maximale de 20% des rendements lors de la cinquième année.

Une deuxième étude a également montré un déclin significatif de la production de mi-saison de riz chinois. Pendant les quatre premières années, la production de riz déclinerait ainsi de 21% en moyenne, puis de 10% sur les six années suivantes.

Une troisième étude, complétée à l'automne 2013 a enfin montré qu'il y aurait des diminutions encore plus importantes dans les rendements des récoltes d'hiver de blé chinois. La production chuterait de 50% la première année après le conflit. Sur l'ensemble de la décennie suivant le conflit, la production atteindrait en moyenne 31% seulement de la production habituelle.

ampleur mèneraient sans doute à la panique et à l'accumulation des vivres à l'échelle internationale. Les nations exportatrices de nourriture suspendraient leurs exportations afin de s'assurer des réserves adéquates de nourriture pour leur propre population. Ce bouleversement des marchés agricoles réduirait d'autant plus l'accès à la nourriture.

Les 870 millions d'êtres humains qui souffrent de malnutrition chronique aujourd'hui consomment moins de 1750 calories par jour. Un déclin, même de 10% de leur consommation de nourriture, les mettrait en danger. De plus, la suspension attendue des exportations en provenance de pays céréaliers compromettrait l'approvisionnement alimentaire de plusieurs centaines de millions de personnes, qui, elles, bénéficient actuellement d'une alimentation suffisante, mais qui vivent



dans des pays extrêmement dépendants des importations de nourriture.

Insécurité alimentaire sévère

Enfin, plus d'un milliard de chinois souffriraient d'insécurité alimentaire sévère. Le nombre de personnes menacées par une famine résultant d'une guerre nucléaire dépasserait ainsi largement les deux milliards d'individus.

Ces études démontrent dès lors le besoin de poursuivre la recherche sur ces problématiques et soulignent la nécessité urgente d'entamer des négociations pour un accord mondial visant à interdire et à éliminer les armes nucléaires et le danger d'une guerre nucléaire.

Conclusions et recommandations

Les données récemment réunies concernant les baisses de productions agricoles suite

à une guerre nucléaire régionale et limitée en Asie du Sud, soulèvent l'inquiétude qu'une famine mondiale pourrait en résulter, menaçant plus de deux milliards de personnes. Les épidémies et les conflits déclenchés par une telle famine menaceraient plusieurs centaines de millions de personnes supplémentaires. Ces conclusions étayent les recommandations suivantes :

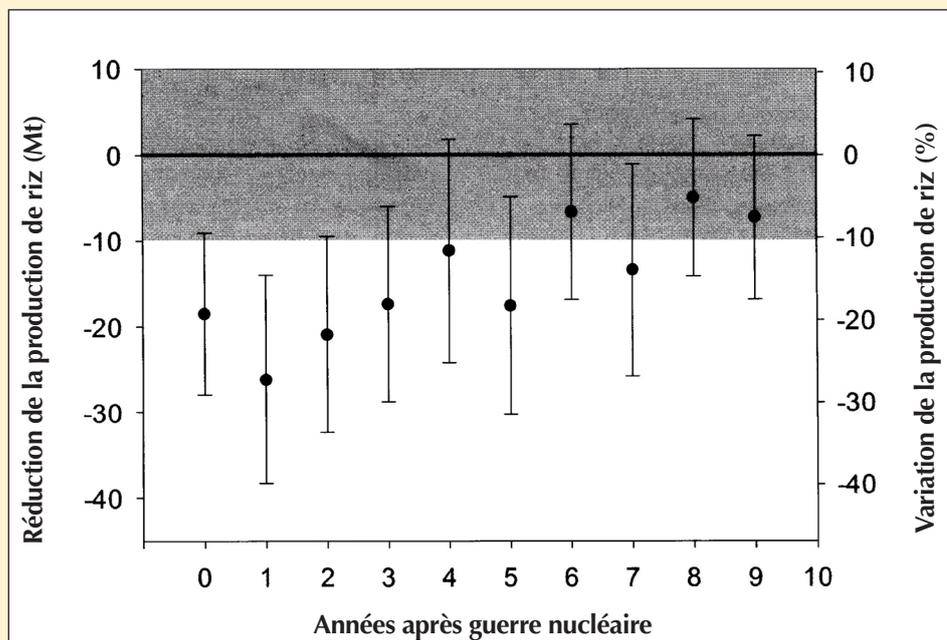
Il y a un besoin urgent d'études supplémentaires afin de confirmer les baisses de production de maïs, de riz et de blé prédites par Ozdogan, Xia et leurs collègues, et afin d'en examiner l'effet sur les cultures clés d'autres pays producteurs majeurs.

Il faut explorer plus en détail les effets ultérieurs que ces pénuries auraient sur la nutrition humaine, notamment l'étendue de la baisse de l'apport calorique résultant de ces pénuries, mais aussi l'étendue des déficiences

en micronutriments qui, à son tour, résulterait de la baisse de l'apport calorique.

Malgré le besoin d'approfondir les recherches, les données préliminaires fournies par ces études envoient un signal très fort quant à la menace pour l'humanité que représentent non seulement la courses aux armes nucléaires en Asie du Sud, mais aussi les arsenaux nucléaires plus importants et plus dangereux que possèdent les autres États. Ces études démontrent le besoin de recherches supplémentaires et soulignent la nécessité urgente d'aller le plus rapidement possible vers le terrain des négociations pour un accord mondial, ceci afin d'interdire et d'éliminer les armes nucléaires et le danger d'une guerre nucléaire.

Ira Helfand



A propos de l'auteur

Le Docteur Ira Helfand, médecin originaire de Northampton dans l'État du Massachusetts aux États-Unis, écrit et s'exprime sur les conséquences médicales d'une guerre nucléaire depuis les années 80, au nom de l'association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (International Physicians for the Prevention of Nuclear War, IPPNW) et de leur branche nord-américaine, les médecins pour une responsabilité sociale (Physicians for Social Responsibility, PSR). Durant les cinq dernières années, il a travaillé avec les scientifiques spécialistes du climat Alan Robock, Owen B. Toon, ainsi que d'autres climatologues afin d'aider à collecter des données sur le désastre sanitaire et environnemental qui résulterait de possibles guerres nucléaires.

LES ARMÉES PARTICIPENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Armées polluées de la terre, des mers et du ciel

Le réchauffement climatique va accentuer les inégalités.

Or les inégalités sont source de

conflit. La lutte pour le climat est donc liée à celle de la paix.

Et agir dans le sens de la construction

de la paix, c'est

lutter contre la

militarisation,

source importante

de pollution de

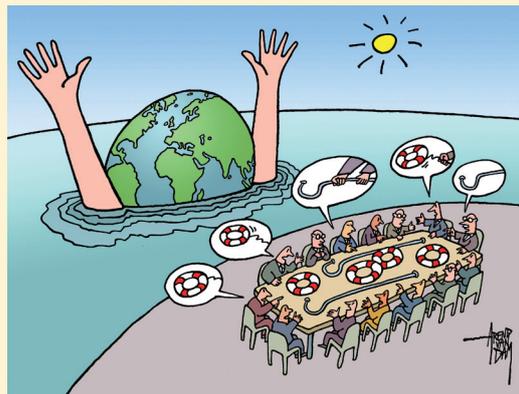
notre planète

qui participe

au dérèglement

climatique.

La prise de conscience dans l'histoire que l'homme fait partie d'une même planète est récente : il y a 500 ans, Magellan initiait le tour du monde en bateau, il y a 50 ans, l'homme admirait la Terre depuis la lune et depuis 1995, il a découvert plus de mille exoplanètes dont certaines potentiellement "zones habitables". De même, la prise de conscience que les pollutions n'ont pas de frontière est récente : le nuage radioactif sortant de la centrale de Tchernobyl en avril 1986 ne devait-il pas s'arrêter à la frontière !



Ce que dit le GIEC¹

Le rapport d'octobre 2018 du GIEC est formel : « Le réchauffement climatique est bel et bien réel ». Des débats existent sur la part de ce dérèglement due à l'homme et celle liée à un cycle climatique. Nous devons, de toutes manières, tenter d'en corriger les effets néfastes. Particulièrement, on peut, par simple volonté politique, éliminer les catastrophes engendrées par les conflits armés voulus par une poignée d'irresponsables : ils provoquent des dégâts sur l'environnement, ne résolvent rien et aggravent l'insécurité. La climatologie est une science très complexe : les cinq rapports du GIEC, groupe d'experts scientifiques synthétisant les travaux de milliers de chercheurs, sont très denses et objets de discussions. Si personne ne nie l'urgence climatique et le fait que les activités humaines perturbent le climat, les modèles mathématiques sont encore insuffisants pour préciser son caractère chaotique et sa variabilité naturelle. Il existe un « résumé pour décideurs » de ces rapports, les politiques réinterprétant les données scientifiques, notamment dans les différentes COP². Que penser d'ailleurs de l'encensement de ces travaux de

recherche alors qu'il y a, en France, diminution et militarisation des crédits de la recherche publique ?

Agir sur toutes les causes du dérèglement climatique

Des jeunes et des moins jeunes alertent, à juste titre, tous les citoyens sur l'urgence à agir pour lutter contre les effets du dérèglement climatique. En précisant lors de sa venue à l'Assemblée Nationale, le 23 juillet, qu'il faut écouter les scientifiques, Greta Thunberg a tenu des propos pleins de bon sens. Mais que penser des députés l'applaudissant le matin et votant l'après-midi la loi pour le traité d'échange, le CETA, qui va aggraver le dérèglement climatique ? De même, la Commission européenne a conclu, le 28 juin, un accord commercial avec le Mercosur (Amérique latine) approuvé dans un premier temps par notre Président puis dénoncé depuis peu. Cet accord est « complètement antinomique avec nos ambitions climatiques », d'après Nicolas Hulot qui estime que « le libre-échange est à l'origine de toutes les problématiques écologiques ».

S'il est vrai qu'il y a urgence à lutter contre tous les méfaits engendrant le réchauffement de notre planète et ses conséquences environnementales (désertification, inondation, phénomènes extrêmes, diminution de la biodiversité, dégradation des terres...) et sociales, encore faut-il se mobiliser sur toutes les causes du dérèglement auquel on assiste, sans exclusive : faire le lien entre climat et paix, c'est si logique et si peu exprimé. Mais la part de l'activité militaire est ignorée.

Force est de constater que les déclarations hypocrites alimentant le catastrophisme ambiant servent à masquer les vrais problèmes de la société : esprit « guerrier » de compétition favorisant le gain à court terme, politique basée sur des rapports de force, de domination des pays les plus puissants, les plus forts économiquement, les plus armés soi-disant pour la sécurité de leurs compatriotes, donc les plus violents sans tenir compte des générations futures. « Vous dites aimer vos enfants plus que tout, mais vous êtes en train de voler leur futur » dit simplement Greta. Petra Kelly, fondatrice du parti des Verts allemand disait : « Pour quelques profits de plus, ils tueraient terre et mer... à quoi il faut ajouter le ciel, avec la conquête militaire de l'espace. Le 13 juillet, E.

EN SAVOIR PLUS

• www.hautconseilclimat.fr/rapport-2019/

Macron n'a-t-il pas rappelé que l'espace, « par les incroyables potentialités qu'il offre mais également par la conflictualité qu'il suscite », constitue « un véritable enjeu de sécurité nationale » et annoncé que « les nouveaux investissements indispensables seront décidés ». L'Armée de l'Air va devenir bientôt l'Armée de l'Air et de l'Espace, l'argent ne manquera pas alors qu'il manque pour tenir les engagements de la France vis-à-vis de la COP 21.

Le double jeu de la France

Le premier rapport annuel du Haut Conseil français pour le climat, « Neutralité Carbone », constate : « en dépit d'un cadre institutionnel structuré, les objectifs fixés ne sont pas atteints ». La neutralité carbone nécessiterait des réformes structurelles dans tous les secteurs (transports, énergie, bâtiments, agriculture, et aussi éducation/formation). Or les objectifs bas-carbone ne sont pas pris en compte ni dans les lois climat, ni dans les lois hors climat qui ont un impact majeur sur les émissions de gaz à effet de serre, GES.

Les émissions nationales de la France sont estimées à 445 MtCO₂e³ pour 2018, l'empreinte carbone des Français a augmenté de 20% entre 1995 et 2015. Depuis 1995, les émissions carbonées liées aux importations ont doublé quand celles liées à la production intérieure (hors exportations) ont diminué de 25%, les dépassant en 2010 : cela comprend une partie de celles qui sont liées aux transports internationaux en augmentation de 40% entre 1990 et 2017 (aviation et transports maritimes). Il est à noter que les émissions du secteur de la transformation d'énergie ont diminué de 41% entre 1990 et 2018, mais stagnent depuis 2014.

Les émissions de GES françaises proviennent de quatre secteurs, celui du transport pour 31% du total national en 2018 (+ 10% entre 1990 et 2018), celui des bâtiments pour 19%, celui de l'agriculture pour 19% (- 8%), celui de l'industrie manufacturière pour 18% (- 46%).

Paix et climat, même combat

Il n'est jamais fait mention du secteur de la défense. Et pourtant, les armées du monde sont les plus grosses pollueuses de notre planète, et ceci même en l'absence de conflit : elles sont très consommatrices d'énergie et notamment d'énergie fossile, mais aussi destructrices de notre environnement naturel sur terre, mer et dans l'atmosphère, grandes accaparatrices de terres au détriment de l'agriculture, grandes pilleuses des ressources naturelles et des cerveaux, en partie donc responsables de la diminution de la biodiversité et dépendantes d'un « pognon de dingue » (1830 Md de dollars de dépenses militaires mondiales en 2018).

Cent jours avant le 21 septembre, Antonio

Guterres, Secrétaire général de l'ONU a placé la Journée internationale de la Paix 2019 sous le thème : « Action pour le climat - Action pour la paix ». En quoi agir pour le climat interfère-t-il sur la Paix ? En quoi la construction de la paix interfère-t-elle sur le climat ?

Le dérèglement climatique, comme toutes les catastrophes, accroît les inégalités, touchant toujours les plus précaires. Mais l'explosion d'une bombe atomique, définie en 1960 par l'ONU comme Arme de Destruction Massive, toucherait, elle, tous les humains, la faune et la flore sur plusieurs générations.

Or, les inégalités sont la mère de tous les conflits. Et agir pour la paix, c'est vouloir construire un monde plus juste, plus solidaire, du mieux vivre ensemble, de partage, comportement indispensable à la lutte contre le dérèglement climatique. « Les petits gestes ou les mesures symboliques ne suffiront pas » dit Aurélien Barrau, astrophysicien.

Les pollutions chimiques qui ont eu lieu au Vietnam - pulvérisation d'iodure d'argent pour provoquer des pluies et d'agent orange pour déforester- ont encore des effets négatifs, les bombardements chimiques en Syrie et en Turquie - bombes au phosphore- touchent la population la plus démunie, celle qui, pour des raisons économiques, n'a pu fuir. Plus d'un million de litres de pétrole ont été déversés dans le Golfe Persique et 630 puits incendiés lors de l'opération « Tempête du désert ». La biodiversité recule partout.

Les conflits sont source de saccages et de pillages des terres : des milliers d'hectares de champs de blé et d'orge ont été incendiés au Rojava par l'armée turque en juillet 2019. L'exploitation du coltan, de l'uranium, du lithium notamment en Afrique et en Chine pour la fabrication des armes est source de pollution des terres. La culture intensive d'opiacées en Afghanistan et en Colombie pour alimenter la guerre civile au détriment de cultures vivrières crée un problème de santé publique comme en Irak actuellement : elle est source de la pollution des eaux (comme d'ailleurs en Palestine). Les at-

teintes radioactives sur des personnes, sur le sol et sur l'air lors des essais des bombes atomiques atmosphériques puis souterraines en Algérie, en Polynésie, aux USA, en URSS, au Pakistan ont causé nombre de troubles aux personnes exposées. Les bombardements à l'uranium appauvri ont eu des effets dévastateurs au Kosovo et en Irak. La fabrication et l'entretien des 15 000 bombes nucléaires dans le monde créent des déchets radioactifs estimés entre 10 et 50% des déchets totaux. Les armées exigent beaucoup d'énergie - le Pentagone, ministère de la Défense des USA en est le plus gros consommateur d'énergie - ainsi que des « cerveaux » pour l'invention d'armes de plus en plus sophistiquées.

Lutter contre toutes les guerres

Les guerres et leurs craintes sont génératrices de stress, d'anxiété. Lors des conflits, les femmes sont plus touchées que les hommes, elles sont plus atteintes par les rayonnements radioactifs que les hommes : l'inégalité entre femmes et hommes se creuse. Les migrations climatiques, de l'ordre de 20% actuellement, touchant les plus vulnérables, vont augmenter.

En affirmant « pour l'avenir de l'humanité, il n'y a d'autre chemin que la paix », le Mouvement de la Paix œuvre pour un avenir de l'homme sur notre planète. Dès sa naissance, n'a-t-il pas lutté contre l'arme nucléaire, arme susceptible de régler son compte à la planète en quelques secondes et de créer "l'hiver nucléaire". Il a signé en mars l'appel unitaire de la « marche du siècle » en espérant, que comme notre printemps, « notre automne sera climatique et social », en septembre avec les pacifistes.

Édith Boulanger

¹ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

² COP "Conference of parties", les "parties" étant les signataires de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques

³ MtCO₂e Millions de tonnes d'équivalents dioxyde de carbone

1^{er} rapport annuel du Haut Conseil français pour le climat, « Neutralité Carbone », paru en Juin 2019 : Les émissions nationales de la France sont estimées à 445 MtCO₂e³ pour 2018	
Émissions carbonées liées à la production intérieure (hors exportations) depuis 1995	- 25%
Émissions carbonées liées aux importations depuis 1995 Dépassant en 2010 celles des importations intérieures	+ 100% (dont Transports internationaux + 40% entre 1990 et 2017)
Émissions du secteur de la transformation d'énergie entre 1990 et 2018, stagnant depuis 2014	- 41%
Empreinte Carbone des Français	+ 20% entre 1995 et 2015
Les émissions de GES françaises proviennent de 4 secteurs	
Transport : 31% du total national en 2018	+ 10% entre 1990 et 2018
Bâtiments : 19% du total national en 2018	
Agriculture : 19% du total national en 2018	- 8% entre 1990 et 2018
Industrie manufacturière : 18% du total national en 2018	- 46% entre 1990 et 2018

FEMMES ET CLIMAT

Vulnérabilité face au dérèglement climatique



La femme et la culture du riz

Le quatrième domaine d'action de la Culture de la Paix concerne l'égalité femmes/hommes. Martine Jouin précise en quoi les femmes sont plus vulnérables que les hommes face au dérèglement climatique, dérèglement qui accentue les inégalités.

Si nous voulons que les politiques sur le climat répondent avec efficacité à la réalité de la situation, il faut mettre les femmes à la table des décisions.

Les femmes plus tournées vers des activités dépendant du climat

Dans les pays d'Afrique sub-saharienne, 80% des denrées sont produites par des femmes qui font déjà face à de nombreuses difficultés : elles ont moins accès aux formations, bénéficient moins facilement de microfinancements et sont souvent ignorées dans les prises de décisions locales et régionales. Leurs chances d'accéder à un emploi dans les zones urbaines sont limitées et pour survivre, elles n'ont d'autre choix que de se tourner vers des activités qui dépendent du climat (agriculture vivrière, collecte de l'eau). Inégalités économiques, moindre accès à l'éducation, leur place dans certaines cultures les rendent plus vulnérables au dérèglement du climat. Elles représentent 70% des pauvres dans le monde et produisent plus de 50% des denrées alimentaires cultivées (ONU). Or, si elles avaient accès aux mêmes ressources et opportunités que les hommes, les agricultrices pourraient augmenter leur production de 30% (Source : FAO).

Dangers plus importants pour les femmes lors d'événements extrêmes

Le réchauffement climatique épuisant les ressources, leur vie s'en trouve directement bouleversée (danger d'être agressées ou violées lors de longs

trajets...). Lors d'événements climatiques extrêmes, elles sont plus vulnérables, notamment parce qu'elles n'ont pas acquis certaines compétences de survie (nager, monter aux arbres...). Le risque de décès par les désastres naturels est 14 fois plus élevé chez les femmes et les enfants. En outre, en situation de migration, les femmes sont plus souvent victimes de violences, viols, traite... De plus, la surcharge de travail des mères conduit à la déscolarisation précoce des filles, qui doivent leur venir en aide. Les femmes représentent les deux tiers des personnes illettrées dans le monde et 39 millions de filles de 11 à 15 ans ne sont pas scolarisées (UNESCO). Sans éducation, elles se retrouvent en situation d'exclusion, dans l'incapacité de s'émanciper ou de prendre en charge leur fécondité en ayant accès à la contraception.

Lutte pour le climat de pair avec la lutte pour l'égalité

La COP 21¹ a pris en compte la promotion des droits des femmes face au changement climatique en ces termes : « les États doivent respecter et promouvoir notamment l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. » C'est pourquoi il est temps d'intégrer la dimension de l'inégalité femmes - hommes à nos discours et à nos politiques sur le climat. La COP 23² a ainsi consacré une journée à la question de l'égalité (« Gender Day »), signal que la lutte pour le climat va de pair avec la lutte pour l'égalité.

Scientifiques, activistes, actrices de la société civile, les femmes n'ont pas attendu pour lutter contre le changement climatique. A l'image de Wangari Maathai, militante écologiste à la tête d'un mouvement de femmes kényanes qui a planté des millions d'arbres en réponse à la déforestation, les exemples de femmes organisées à l'échelle locale ou régionale contre la disparition des ressources se multiplient : en Inde, des groupes de femmes auto-gèrent une station de compostage, au Bénin, les « Gohotos » récupèrent les objets recyclables, au Brésil, des habitantes apprennent à adapter leurs systèmes agricoles à la sécheresse...

Martine Jouin

¹ COP 21 : 21^{ème} "Conférence of parties" - Paris - Déc 2015

² COP 23 : 23^{ème} à Bonn - Allemagne - Novembre 2017